

Geneva Internet Platform

# DigitalWatch

NEWSLETTER  
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations  
sur les politiques numériques.*

*Nous les recevons aussi.*

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.  
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

## TENDANCES DES POLITIQUES NUMÉRIQUES EN AVRIL

### 1. Pression accrue sur l'industrie Internet

En avril, Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, a répondu aux questions des commissions de la justice et du commerce du Sénat américain et du Commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants. Au cours de ces dix heures d'audience, réparties sur deux jours, Zuckerberg a été interrogé sur les pratiques de Facebook à la lumière du scandale Cambridge Analytica.

Un des moments forts de son audition a été le moment où il a reconnu le caractère inévitable d'une réglementation en matière de protection des données. Ce n'est pas la question de savoir s'il y aura une réglementation, a-t-il indiqué, mais plutôt comment et sous quelle forme.

Il a aussi fait allusion à ce qui est perçu par beaucoup comme une contradiction dans le modèle économique actuel des entreprises de l'Internet, à savoir qu'elles fournissent aux utilisateurs des services gratuits et se rémunèrent en monétisant les données des utilisateurs (majoritairement à travers des accords publicitaires). La question serait de savoir si un nouveau modèle pourrait émerger, dans lequel les utilisateurs payeraient des abonnements pour ces services, sans que leurs données soient monétisées. Zuckerberg a semblé indiquer la possibilité d'un Facebook à deux niveaux, avec une version gratuite dans laquelle

les utilisateurs accepteraient automatiquement de partager leurs données avec Facebook à des fins publicitaires, et une version payante sans publicité.

Cette audition a aussi souligné que Facebook s'appuyait fortement sur la puissance des algorithmes et de l'intelligence artificielle (IA) pour répondre aux problématiques posées par le contrôle des contenus, comme notamment la diffusion des discours de haine et de la désinformation sur ses réseaux. L'entreprise semble également avoir grandement recours à l'IA pour améliorer les résultats de ses systèmes de modération de contenus.

Que s'est-il passé depuis cette audition? D'une part, bien que Zuckerberg ait dit que le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne soit une évolution positive, Facebook a retiré ses 1.5 milliard d'utilisateurs en Asie, Afrique, Australie et Amérique latine de la portée du RGPD, en changeant leur juridiction de l'Irlande (où l'entreprise a son siège) vers les États-Unis.

D'autre part, le Parlement européen a aussi appelé le patron de Facebook à venir témoigner devant l'Union européenne. En mars, Zuckerberg avait répondu négativement à une invitation du Parlement britannique, il reste donc à voir quelle réponse sera donnée au législateur européen.

La suite en page 3



Ce mois nous célébrons le 30ème numéro de la newsletter. Depuis juin 2015, notre newsletter a permis d'offrir une couverture mensuelle des principaux développements et événements en matière numérique, ainsi qu'une analyse des sujets d'actualité du moment. Notre objectif est d'aider les lecteurs à rester à jour avec l'environnement très dynamique qu'est celui du numérique. Depuis quelques mois, notre newsletter est également traduite dans plusieurs langues. Téléchargez les numéros précédents en anglais, ou dans d'autres langues.

## DANS CE NUMERO

### BAROMETRE



L'architecture de la gouvernance de l'Internet, la sécurité, et l'économie du numérique étaient des thèmes d'actualité en ce mois de mars. Lisez notre résumé des derniers développements.

Plus en pages 4 et 5

### SEMAINE DU E-COMMERCE



Au cours de la Semaine du commerce électronique de la CNUCED, de nombreuses discussions se sont intéressées au rôle des plateformes numériques et du commerce électronique pour soutenir la croissance et le développement.

Plus en page 6

### ARMES LETALES AUTONOMES



Comment de tels systèmes doivent-ils être définis? Et comment leur potentiel développement et utilisation devraient-ils être gouvernés? Des États et experts ont discuté de ces questions.

Plus en page 7

### SANTE NUMERIQUE



Tandis que les technologies numériques sont de plus en plus utilisées dans le secteur de la santé, cela a des conséquences pour les politiques numériques.

Plus en page 8

Le numéro 30 de la revue de *Geneva Digital Watch*, publié le 30 avril 2018 par la Geneva Internet Platform (GIP) et DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Clément Perarnaud, Sorina Teleanu | Collaborateurs: Stephanie Borg Psaila, Jovan Kurbalija, Marilia Maciel, David Morar, Roxana Radu, Barbara Rosen Jacobson, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des derniers développements sur l'observatoire *GIP Digital Watch* (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à [digitalwatch@diplomacy.edu](mailto:digitalwatch@diplomacy.edu) | Téléchargez le numéro sur <https://dig.watch/newsletter/april2018>

## DEVELOPPEMENTS NUMERIQUES A GENEVE

De nombreuses discussions politiques se tiennent à Genève tous les mois. Les informations suivantes couvrent les principaux événements ayant eu lieu en mars. Pour les comptes-rendus, visitez la section [Événements Passés](#) de l'observatoire *GIP Digital Watch*.

### Cyber 9/12 Student Challenge 2018

La quatrième édition du «Cyber 9/12 Student Challenge» qui s'est tenu les 5 et 6 avril, a réuni des équipes de 20 universités pour participer à une simulation d'un cyber-incident. Le scénario de cette compétition consistait à demander aux étudiants de répondre à une cyber-crise à l'échelle européenne affectant l'écosystème de l'aviation. Le rôle des équipes était d'évaluer le niveau de la crise et d'élaborer des recommandations politiques à destination des décideurs politiques. Après deux jours de compétition, l'équipe Black Knights de l'académie militaire de West Point aux États-Unis est arrivée en tête, suivie de deux équipes suisses, NOBUS (HSG Universität St. Gallen and ETH Zurich) et ETHernet (ETH Zurich). Ce concours est organisé tous les ans par le Geneva Centre for Security Policy et l'Atlantic Council.

### CCAC Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA)

Le Groupe d'experts gouvernementaux, établi dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), s'est réuni du 9 au 13 avril pour échanger sur les principaux défis posés par l'émergence des SALA. Sur la base des discussions tenues lors de la réunion de septembre 2017, le groupe s'est intéressé à la définition de ce que sont des systèmes d'armes autonomes, à l'élément humain dans l'usage d'armes létales, et aux options possibles pour répondre aux défis humanitaires et sécuritaires liés au développement des SALA. Bien que des divergences existent sur le besoin et la portée d'une définition de ces systèmes, les États se sont accordés sur l'importance du contrôle humain lors de la sélection et la poursuite de cibles humaines. *Pour en savoir plus, voir en page 7.*

### Groupe d'experts de l'UIT sur le Règlement des télécommunications internationales – 4ème réunion

La 4ème réunion du Groupe d'experts de l'UIT sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI), qui s'est tenue les 12 et 13 avril, a conclu un processus entamé en février 2017 pour réviser le Règlement de 2012. Le rapport final du groupe a souligné les vues divergentes des États membres sur des questions comme l'applicabilité et la pertinence du Règlement de 2012 dans le contexte de l'évolution rapide de l'environnement des télécommunications et des TIC, l'existence de potentiels conflits entre les obligations des signataires du Règlement de 2012 et celui de 1988, ainsi que la tenue d'une nouvelle Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (CMTI). Le rapport a été présenté, pour considération, au Conseil de l'UIT et avant qu'il soit soumis lors de la conférence plénière de 2018 de l'UIT.

### Semaine du commerce électronique de la CNUCED

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a organisé sa semaine annuelle du commerce électronique du 16 au 20 avril, dont le thème était «Dimensions de développement des plateformes numériques». Les participants ont échangé sur comment le commerce électronique et les plateformes numériques peuvent soutenir la croissance économique et le développement durable. L'accent a été mis sur la nécessité de s'assurer que les pays en développement et les moins avancés soient en capacité de profiter des bénéfices liés aux développements de l'économie numérique, et que des environnements favorables – en termes d'infrastructures des télécommunications, de compétences numériques, et d'accès aux systèmes financiers – soient à leur portée pour le permettre. D'autres questions ont également été abordées telles que les défis en termes de confiance des consommateurs en ligne, les flux de données, l'impact des politiques de données sur le commerce électronique, ainsi que l'impact de l'économie du partage et des nouveaux modèles économiques sur l'emploi. **La Geneva Internet Platform a offert une couverture en direct des nombreuses sessions portant sur les politiques numériques.** *En savoir plus à la page 6.*

### SIG pour un monde durable

Se tenant du 17 au 19 avril, la conférence était co-organisée par Esri et le Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Les discussions ont porté sur la manière dont les systèmes d'information géographique (SIG) pourraient être utilisés pour soutenir les progrès en faveur des objectifs de développement durable (ODD). Il a été souligné que les applications du SIG pourraient aider les gouvernements à mieux évaluer l'efficacité des mesures prises pour atteindre les ODD. Les participants ont également fourni des exemples d'applications du SIG dans des domaines tels que les crises des réfugiés, l'aide humanitaire et la gestion des catastrophes. En outre, des débats ont aussi été conduits sur l'utilisation des drones et d'autres applications robotiques au bénéfice de l'aide, de la santé, du développement et de la protection de l'environnement.

### Session de 2018 du Conseil de l'UIT

Du 17 au 27 avril, le Conseil de l'UIT s'est réuni à Genève pour échanger sur une série de questions en amont de la 20ème conférence plénière de l'UIT. Houlin Zhao, le secrétaire général de l'UIT, a présenté le cadre de cette réunion, en indiquant qu'il était le rôle du Conseil et de la conférence ministérielle d'assurer que les activités, politiques et stratégies de l'UIT répondent pleinement aux transformations actuelles du monde numérique. Le Conseil a notamment abordé l'action de l'UIT pour soutenir la mise en œuvre des ODD, les activités visant à renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, et les rapports de plusieurs groupes de travail (notamment sur des questions internationales de politiques publiques relatives à Internet, sur la protection de l'enfance en ligne, et le RTI). Les décisions du Conseil seront disponibles sur sa page Internet.

## TENDANCES DES POLITIQUES NUMÉRIQUES EN AVRIL

Suite page 1

### 2. «Cybersecurity Tech Accord»: quels acteurs et quel contenu?

En avril, plus de 30 entreprises technologiques ont signé un accord sur la cybersécurité – le «Cybersecurity Tech Accord» – s’engageant à protéger les civils en ligne. Les signataires incluent notamment Microsoft, Facebook, Cisco, HP, Oracle, ainsi que plusieurs entreprises de cybersécurité. Il est à souligner qu’Apple, Amazon, Google et Twitter ne font pas partie de cet accord.

D’après le texte de cet accord, les entreprises s’engagent à: (a) protéger leurs utilisateurs, et concevoir, développer, et fournir des produits et services ayant pour priorité la sécurité, la vie privée, l’intégrité et la fiabilité; (b) contrer les cyber-attaques affectant les entreprises et citoyens innocents; (c) soutenir les utilisateurs et développeurs pour renforcer les protections de la cybersécurité; (d) s’associer avec des groupes partageant les mêmes intérêts pour améliorer la cybersécurité.

Le «Cybersecurity Tech Accord» dérive d’une proposition, annoncée en avril 2017, à travers le projet porté par Microsoft d’une Convention de Genève sur le numérique. La version de 2017 appelait à l’adoption d’un Tech Accord pour protéger les personnes dans le cyberspace, mettant en lumière que les entreprises ne devaient pas aider des gouvernements à mener des opérations offensives en ligne, et indiquaient que les entreprises devaient protéger les consommateurs systématiquement et se coordonner pour répondre aux vulnérabilités et à leur prolifération.

L’accord signé apporte certains nouveaux éléments et changements :

- Il souligne l’impact sur la société en mentionnant le rôle des technologies numériques pour répondre aux défis actuels dans des domaines comme l’éducation, la santé, le futur du travail, et l’environnement.
- Il indique plus clairement que les entreprises feront tout pour protéger leurs utilisateurs contre la surveillance.
- Il adopte une approche plus générale concernant la conception, le développement et l’offre de services et produits visant à prioriser la sécurité, la vie privée, l’intégrité et la fiabilité, plutôt qu’une approche visant à seulement «patcher», sous la version précédente.
- Il inclut une dimension sur le développement de capacités: les entreprises s’engageant à soutenir les utilisateurs et les développeurs à se protéger dans le cyberspace, ainsi que d’autres acteurs à renforcer leurs compétences en matière de cybersécurité.
- Alors que la version de 2017 soulignait la nécessité pour l’industrie et des gouvernements de s’associer en matière de cybersécurité, la collaboration dans le nouvel accord est mutuelle, et doit s’établir à travers des canaux formels et informels pour associer l’industrie, la société civile et les chercheurs en sécurité informatique.
- Le nouvel accord s’éloigne de la notion du rôle critique de l’industrie en matière de cybersécurité, en mentionnant plutôt que la protection du cyberspace est dans l’intérêt de tous.

### 3. Un mois chargé en matière de commerce électronique

La Semaine du commerce électronique 2018 de la CNUCED a réuni les principaux acteurs de ce domaine pour discuter des opportunités et défis en matière de développement associés aux évolutions de l’économie numérique.

Les participants ont exploré le rôle que les plateformes numériques jouent pour faciliter le commerce international, ainsi que leur potentielle influence disruptive sur l’économie et le marché de l’emploi.

La seconde réunion du Groupe intergouvernemental d’experts du commerce électronique et de l’économie numérique, dont le thème était «Promouvoir les gains de développement du commerce électronique national et transfrontalier dans les pays en développement», a également eu lieu durant la semaine du e-commerce. Ces discussions étaient orientées par plusieurs questions ouvertes et les États membres et observateurs avaient été invités au préalable à soumettre des contributions écrites sur ces sujets.

En parallèle, le groupe des 71 États membres de l’Organisation de commerce mondial (OMC) qui avait signé une déclaration commune sur le commerce électronique lors de la 11ème conférence ministérielle de l’OMC s’est réuni et à commencer à présenter des documents («non-papers») pour entamer le travail exploratoire au sujet des négociations futures de l’OMC par rapport aux aspects commerciaux du e-commerce. Certaines de ces propositions incluaient notamment:

- Ne pas dupliquer le travail déjà conduit ailleurs; se concentrer sur des questions politiques spécifiques pouvant être abordées à travers de futures règles commerciales (Nouvelle Zélande)
- Les négociations futures devront couvrir toutes les dimensions du e-commerce, sans les diviser (Russie)
- Établir de nouvelles règles uniquement quand il est nécessaire d’aborder de nouveaux développements ou lacunes dans le système existant (Argentine, Colombie, Costa Rica)
- Concevoir le développement comme une composante majeure dans ces débats (Brésil)
- Apprendre des expériences en matière d’accords de libre échange (Japon, Nouvelle Zélande, Singapour)
- Identifier de potentiels éléments qui pourraient être à la base d’un nouvel accord (territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsuo)

Les États ont exprimé leur intérêt pour explorer différentes questions spécifiques, notamment les engagements en termes d’accès aux marchés, les facilitations commerciales, la protection des consommateurs, et les flux de données. D’après ICTSD, la coalition se réunira de nouveau en mai et en juin, suivi d’un bilan en juillet.



Le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, a été auditionné par le Congrès américain sur les activités et le modèle économique de son entreprise, le 10 avril 2018.  
 Credit: Prachatai

## POLITIQUES NUMERIQUES: DEVELOPPEMENTS EN MARS

Le baromètre mensuel sur la gouvernance de l'Internet suit les questions spécifiques qui animent les débats publics, et vise à révéler les tendances du moment en comparant leur évolution chaque mois. Le baromètre détermine la présence de problèmes spécifiques de gouvernance d'Internet par rapport au mois précédent. *En savoir plus sur chaque mise à jour.*

### Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



En progression

Trente-quatre entreprises ont signé le «Cybersecurity Tech Accord», en s'engageant à protéger les civils en ligne et améliorer la sécurité et la stabilité du cyberspace.

Les chefs de gouvernements du Commonwealth ont adopté la «Commonwealth Cyber Declaration», qui porte sur la cybersécurité, le développement, l'économie et les droits de l'homme.

Les ministres de la sécurité du G7 ont appelé les États et l'industrie de l'Internet à travailler ensemble pour créer des solutions efficaces afin d'empêcher l'usage de technologies numériques par des terroristes.

### Développement durable



Progression en baisse

Le Danemark a rejoint le Partenariat de développement numérique de la Banque mondiale, une initiative visant à soutenir les pays en développement pour qu'ils bénéficient au mieux des avantages liés à la numérisation pour un développement durable.

### Sécurité



En progression

La Commission européenne a proposé de nouvelles règles pour faciliter l'accès transfrontalier des agences d'exécution de la loi aux preuves électroniques.

Le Département de la sécurité intérieure et le Bureau fédéral d'enquête des États-Unis, et le Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni ont publié une alerte technique avertissant contre des acteurs en ligne soutenus par le gouvernement russe et agissant contre des infrastructures de réseaux. Les autorités australiennes ont aussi indiqué que des centaines d'entreprises ont été la cible de tels acteurs.

Des hackers non-identifiés ont attaqué les réseaux en Iran, Russie et dans d'autres pays, en mettant hors d'état des équipements des fournisseurs d'accès à Internet ainsi que des centres de stockage de données.

Le Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni a mis au point un nouveau cadre pour répondre aux cyber-incidents afin d'harmoniser la description des menaces en ligne. La France développe actuellement son propre service de messagerie cryptée, destiné aux représentants du gouvernement.

### Commerce électronique et Economie de l'Internet



En progression

La Semaine du commerce électronique 2018 de la CNUCED a donné lieu à des discussions sur les opportunités et défis en termes de développement posés par les évolutions de l'économie numérique. Certains membres de l'OMC ont soumis des propositions pour avancer le travail exploratoire sur les dimensions commerciales du commerce électronique, et pour identifier les possibles éléments qui pourraient être à la base d'un prochain accord sur le commerce électronique.

En Europe, 22 États ont conclu le Blockchain Partnership afin de partager leur expertise dans les domaines techniques et réglementaires en matière de blockchain. Le Vietnam entend renforcer le contrôle sur les monnaies virtuelles, suite à une fraude importante dans le cadre d'un «Initial Coin Offering». En Corée du Sud, quatorze échangeurs de monnaies virtuelles se sont engagés à respecter une série de règles pour améliorer la transparence de leurs activités. Antigua et la Barbade doit annoncer l'ouverture de son premier échangeur de monnaies virtuelles, tandis que l'organisation pour le tourisme dans les Caraïbes entend faciliter l'utilisation de monnaies virtuelles à travers les services touristiques.

Uber a perdu une nouvelle affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), après que la Cour ait statué que les États membres de l'UE peuvent sanctionner et interdire l'exercice illégal d'une activité de transport comme UberPop. Le jugement a confirmé une décision de décembre 2017 dans laquelle UberPop avait été considéré comme un service de transport. Ailleurs, à Philadelphie, un juge a établi que les conducteurs travaillant sous la bannière du service de limousines UberBlack étaient des travailleurs indépendants.

### Droits en ligne



En progression

Un Cour de Moscou en Russie a accepté la demande du régulateur national en matière de télécommunications, Roskomnadzor, de bloquer l'accès au service de messagerie Telegram, en raison du refus répété de l'entreprise à donner ses clés de chiffrement.

Le «Ranking Digital Rights 2018» note que seulement une poignée d'entreprises des vingt-deux grandes entreprises Internet et des télécoms couvertes par cette étude font de la vie privée et de la libre expression des utilisateurs une priorité centrale.

La Commission européenne a publié une série de propositions législatives pour renforcer les droits des consommateurs en ligne.

## Juridiction et Questions légales



En progression

Dans ce qui consiste pour certains en une tentative de limiter son exposition au nouveau RGPD de l'UE, Facebook a annoncé des changements à ses termes et conditions, qui verront les utilisateurs basés hors de l'UE ne plus être liés avec le siège irlandais de cette entreprise. [La Cour Suprême des États-Unis a rejeté le cas de Microsoft Irlande comme étant nul.](#) A la lumière du Cloud Act, [Microsoft devra désormais fournir aux autorités américaines les données stockées en Irlande, en vertu des dispositions de cette nouvelle loi.](#)

Un juge britannique a statué en faveur du droit à l'oubli, en ordonnant Google de dé-lister de ses résultats de recherche des articles sur des anciens crimes commis par un homme d'affaires. [Le parlement malaysien a adopté une loi sur les fausses nouvelles, qui établit des amendes allant jusqu'à 123.000 dollars et des peines de six ans de prison.](#)

## Infrastructure



Même importance

Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont été affectés par une rupture d'un câble sous-marin. [L'ICANN et les autorités européennes en charge de la protection des données continuent de dialoguer concernant le modèle proposé par l'ICANN afin d'assurer que les registres et registraires de noms de domaine respectent le RGPD et les politiques de l'ICANN.](#)

## Neutralité du net



Même importance

Des états américains continuent d'adopter leurs propres règles en matière de neutralité du net, suite à la décision de la Commission fédérale des communications d'abroger les règles fédérales. Le gouverneur d'Oregon a signé une loi sur la neutralité du net qui interdit les organismes publics d'être les clients de fournisseurs d'accès à Internet ne respectant pas la neutralité du net, à travers des blocages de contenus ou d'autres formes de discriminations. [En Californie, une loi stricte sur la neutralité du net est en passe d'être adoptée, malgré l'opposition des entreprises de télécoms.](#)

## Nouvelles technologies (Internet des Objets, IA, etc.)



En progression

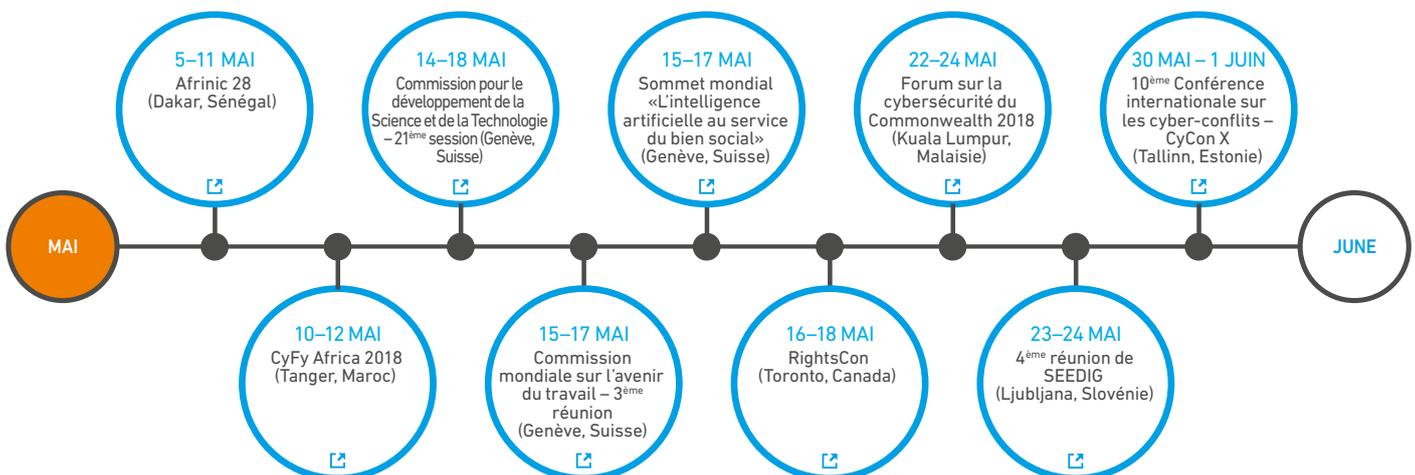
Vingt-cinq pays européens ont adopté une Déclaration de coopération sur l'Intelligence artificielle. [tandis que la Commission européenne a mis en lumière des mesures pour mettre l'IA au service des Européens.](#) [Une étude de Economist Intelligence Unit a établi que la Corée du Sud, l'Allemagne et Singapour étaient les pays les mieux préparés face aux avancées en matière d'automatisation et d'IA.](#) Dans une lettre ouverte à la Commission européenne, plus de 150 experts ont exprimé leurs préoccupations à l'idée de donner aux robots un statut légal.

Les autorités californiennes peuvent désormais délivrer des permis pour que des véhicules totalement autonomes puissent être testés sur des routes publiques, suite à l'entrée en vigueur le 2 avril d'une nouvelle réglementation. [La Chine a adopté des lignes directrices concernant les tests de ces véhicules sur la voie publique.](#)

La Commission sur l'IA de Chambre des Lords britannique a publié un rapport avec des recommandations visant à aider le gouvernement et d'autres acteurs à exploiter le potentiel de l'IA pour la société et l'économie, et protéger la société contre les risques et menaces potentielles.

Microsoft a annoncé son plan d'investir 5 milliards de dollars dans la recherche et l'innovation dans le domaine de l'Internet des objets au cours des cinq prochaines années.

## A VENIR EN MAI



Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

## SEMAINE DU COMMERCE ELECTRONIQUE DE LA CNUCED: RESUME DES DISCUSSIONS

**La Semaine du commerce électronique de la CNUCED est devenu au cours des dernières années un événement clé pour partager des informations, décider de l'agenda politique et échanger entre parties prenantes. Cet événement annuel réunit un public varié, composé de gouvernements, d'organisations internationales, de représentants d'entreprises, d'universités et de la société civile. En 2018, la présence de gouvernements a été renforcée du fait de la tenue de la seconde réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique en parallèle de la Semaine du commerce électronique.**

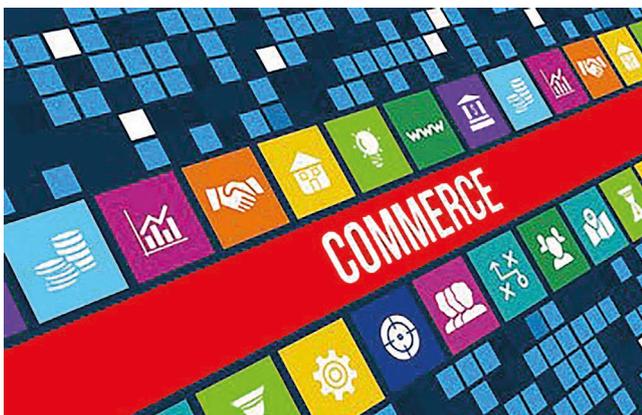
Le e-commerce est un domaine en pleine expansion. Différentes initiatives visent à collecter des informations précises sur cette question, afin d'informer le débat politique, notamment en matière de flux de données transfrontaliers, de confiance des consommateurs, du succès de certains produits dans certaines régions, et du travail encore à parcourir par certains États pour développer des stratégies en matière de e-commerce.

Une des conditions pour permettre le développement du e-commerce consiste à renforcer la dimension numérique de la stratégie pour la facilitation du commerce, afin de surmonter les limitations transfrontalières au paiement en ligne et à adopter des mesures concrètes pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et la confiance dans le commerce international.

Le thème général de la semaine du e-commerce était «Dimensions de développement des plateformes numériques». Ainsi, plusieurs sessions étaient dédiées à l'impact économique et social des plateformes en ligne. Certaines portaient sur l'interaction entre les PME et les plateformes, tandis que d'autres abordaient le marché de l'emploi offert par les plateformes et les standards qui doivent être respectés pour que des conditions de travail justes soient atteintes. Les conséquences qu'une économie basée sur les plateformes auraient sur le futur ont été discutées dans le cadre du dialogue ministériel de haut-niveau.

Du 18 au 20 avril, les gouvernements se sont réunis lors de la seconde réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique. Cette réunion a permis un partage d'expériences entre gouvernements, académiques, et représentants du secteur privé.

Les discussions ont porté sur le modèle économique des plateformes numériques et des conditions de travail précaires de leur main d'œuvre. Cette réalité nécessite une révision des politiques en matière de concurrence, d'industrie, de commerce et de vie privée.



Cette réunion a également traité des barrières s'opposant à l'accès global au e-commerce et des voies possibles pour les surmonter, de la nécessité des partenariats public-privé, de l'importance d'abaisser les limites au commerce international, et de la suppression des contraintes opérationnelles. Cette réunion a également détaillé les bonnes pratiques pour l'adoption du e-commerce dans les pays en développement. Une des propositions concrètes développées au cours de cette réunion a été la création d'un groupe de travail pour soutenir les pays en développement pour établir des indicateurs relatifs au e-commerce au niveau national et incorporer des perspectives globales.

Au cours de cette semaine, il est apparu clair que le e-commerce est une question à plusieurs dimensions, qui ne peut être abordée efficacement sans la collaboration des secteurs public et privé.

Le rôle des entreprises pour protéger les consommateurs en ligne a été mentionné, tout comme la nécessité d'inclure les intérêts et préoccupations des consommateurs dans les négociations commerciales, en particulier dans le contexte où les données des utilisateurs gagnent de plus en plus de valeur.

Les défis que les flux de données sans entraves et les plateformes en ligne pourraient poser au développement ont également été abordés. Si les données sont le nouveau pétrole, elles ne devraient pas être données gratuitement par les pays en développement aux grandes multinationales étrangères.

De plus, les potentielles conséquences négatives de dispositions visant à interdire la publication obligatoire du code source de logiciels – dans des domaines aussi variés que la sécurité nationale, la sécurité publique, et la production alimentaire – ont été analysées.

Des technologies et approches émergentes pourraient jouer un rôle important dans le développement du e-commerce. Plusieurs exemples peuvent être donnés comme l'utilisation de la blockchain pour faciliter le commerce et le programme d'e-résidence de l'Estonie, qui a permis la création d'une identité numérique délivrée par le gouvernement estonien, permettant d'utiliser la plateforme numérique nationale pour accéder au marché européen.

Plusieurs sessions ont aussi porté sur la nécessité de renforcer les efforts de développement de capacités, et d'améliorer les compétences nécessaires pour soutenir l'entrepreneuriat en Afrique.

Des exemples concrets d'initiatives de développement de capacités ont été présentés, à l'image du cours sur le e-commerce proposé par DiploFoundation, CUTS International Geneva, International Trade Center, la CNUCED, et la GIP.

Lisez nos rapports sur les sessions en matière de numérique de la Semaine du commerce électronique de la CNUCED.

## ARMES AUTONOMES: A LA RECHERCHE DE DEFINITIONS ET DE POLITIQUES

**Bien que les systèmes d'armements complètement autonomes n'existent pas encore, leur possible développement et utilisation est perçu avec inquiétude par les États partis à la Convention sur certaines armes classiques. Depuis novembre 2017, un groupe d'experts gouvernementaux (GEG) explore les implications potentielles des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) et la nécessité de solutions politiques pour les contrôler. Ce groupe s'est réuni en avril à Genève; et nous en résumons les discussions.**

### Répondre aux défis posés par les SALA

Sur la base de leur précédente réunion en novembre 2017, le GEG s'est réuni pour échanger sur les préoccupations humanitaires et sécuritaires que pourraient faire naître le développement des SALA.

Certains États ont fait part de leurs inquiétudes que le développement des armes autonomes pourrait mener à une course aux armements, fondamentalement transformer la nature de la guerre, et générer de grandes et dangereuses asymétries entre les États. Ils ont aussi mentionné le risque que ces SALA pourraient atterrir dans les mains d'acteurs non-étatiques et de groupes terroristes.

Au niveau technique, il existe des risques liés à des erreurs dans les systèmes informatiques et à des biais dans les algorithmes, et également la possibilité de piratage et d'interférences. Ces questions posent également un débat éthique en permettant à des machines – ne disposant pas de raisonnement éthique ou d'émotions – de prendre la décision de retirer la vie à un être humain. D'un point de vue légal, la question principale est de savoir si les SALA respectent le droit humanitaire international et les droits de l'homme.

### A la recherche d'une définition

Savoir si l'on doit et comment définir les SALA a demeuré un des principaux sujets de discussion. Si certains États ont préféré une certaine flexibilité dans le débat, d'autres ont insisté sur la nécessité d'une définition pour pouvoir ensuite proposer des solutions politiques.

L'approche qui a semblé rassembler le plus de soutien a été celle décrivant les SALA comme des systèmes d'armement disposant d'une autonomie dans leurs fonctions critiques, comme par exemple dans la sélection et l'attaque de cibles sans intervention humaine. Mais la discussion n'est pas arrivée à son terme, car certains États ont demandé que soit mieux précisé ce que l'on entend par «fonctions critiques», tandis que d'autres ont émis des réserves sur le terme «létales» car certains armements peuvent causer de grands dommages sans pour autant être mortel.

### Un véritable contrôle humain et une responsabilité humaine

Un accord général a été trouvé pour dire qu'un véritable contrôle humain était essentiel pour le développement et l'utilisation de SALA. Pour autant, la définition de concepts comme «contrôle», «véritable» et «suffisant» est demeurée problématique.

Une autre question discutée a été la nécessité d'une responsabilité humaine à travers l'ensemble du cycle de vie d'une arme autonome, de son développement, à son test et utilisation. Concernant la question de savoir qui est le responsable si de tels systèmes d'armement sont mal utilisés ou défectueux, la plupart ont semblé s'accorder pour dire que la responsabilité est celle de celui qui a décidé la mise en place de tels systèmes.

### Explorer les différentes options politiques

Les règles internationales sont-elles suffisamment complètes pour répondre aux risques associés aux SALA? Si tel n'est pas

le cas, devrions-nous améliorer la mise en œuvre de lois existantes, ou créer de nouveaux instruments?

Certains estiment qu'une nouvelle réglementation n'est pas nécessaire. Les préoccupations posées par les SALA et leur compatibilité avec le droit humanitaire pourraient être résolues en renforçant l'article 36 du protocole additionnel I des Conventions de Genève – qui devrait garantir qu'aucune arme illégale ne sera développée et utilisée.

De plus, une certaine dynamique s'est fait sentir autour d'une déclaration politique affirmant que les États partagent la conviction que les humains doivent continuer à rester maître de la décision finale pour l'usage de la force létale et en faveur d'un contrôle suffisant des SALA.

Un nombre croissant d'États a fait part de leur soutien à un instrument légal contraignant interdisant le développement et l'utilisation de SALA, ainsi qu'un moratoire sur leur développement et usage, en raison des risques éthiques, légaux, militaires et technologiques auxquels ils exposent l'humanité.

### Quelle est la prochaine étape?

Comme indiqué dans le rapport de la présidence de la réunion, cette session du GEG a permis d'explorer un peu plus le concept de SALA et de promouvoir une certaine compréhension partagée de ces questions, notamment en matière de contrôle humain. La prochaine réunion de ce groupe se tiendra en août 2018 et permettra de voir si cette compréhension commune des enjeux conduira à des recommandations concrètes.

Dans le même temps, il est à attendre que les implications potentielles de l'automatisation et de l'IA sur la guerre et la sécurité internationale seront plus âprement discutées dans les débats publics. Au cours de ce mois par exemple, *The Economist* a dédié un article à la question des armes autonomes, en commentant l'ouvrage de Paul Scharre intitulé *Army of None: Autonomous Weapons and the Future of War* tandis que Rand Corporation a publié un rapport sur comment l'IA pourrait affecter le risque de guerre nucléaire.

Lisez le rapport complet des discussions de la réunion d'avril du GEG.



Credit: U.S. Air Force photo/Staff Sgt. Brian Ferguson

## SANTÉ NUMÉRIQUE: APPLICATIONS DES TECHNOLOGIES ET IMPLICATIONS POLITIQUES

Alors que nos vies sont de plus en plus digitales, le monde de la santé dépend de plus en plus des technologies. Les TIC sont utilisées pour apporter plus d'efficacité à travers des applications, comme la numérisation des dossiers médicaux et les prescriptions en ligne, tandis que la télémédecine permet un accès à distance aux services médicaux.

Des applications mobiles de santé et les dispositifs portables sont développés afin de suivre, détecter et prévenir des problèmes de santé (aussi bien du côté des patients que des médecins). La technologie d'imprimante 3D est utilisée pour

les prothèses, afin de faciliter le développement de membres artificiels ultra-personnalisés. La robotique et l'IA ont de plus en plus d'applications dans le champ médical, comme le montrent les robots médicaux et les algorithmes qui peuvent améliorer les diagnostics médicaux et les traitements.

Mais ces avancées ont aussi inévitablement des implications pour les politiques numériques, dans des domaines comme la sécurité des dispositifs, le détournement des données personnelles, et les inégalités pour accéder aux solutions de santé numérique.

